



OIDEL



Bibliographie choisie sur Le droit à l'éducation

Alfred FERNANDEZ / Zacharie ZACHARIEV

**Avec la collaboration de Paul Gaullier, Renata Martija et Harivola
Rabemantsantsoa**

(version 2011)

Cette bibliographie, publiée chaque année depuis 2009 est le résultat de choix personnels; certains ouvrages couvrent un plus large domaine que la catégorie dans laquelle ils ont été classés.

Les auteurs ont voulu rassembler les textes les plus importants publiés depuis 2000. Ces textes concernent directement ou indirectement le droit à l'éducation, ils expliquent et illustrent sa mise en pratique à travers des situations et des contextes variés. Un nombre important d'ouvrages cités contient d'utiles bibliographies détaillées sur le sujet traité. Les ouvrages retenus sont pour la plupart publiés en français et en anglais. Certains de ces ouvrages (principalement publiés par l' UNESCO) existent dans d'autres langues que celles indiquées dans la bibliographie.

Certains ouvrages, particulièrement importants, sont mis en évidence par une trame grise.

Les auteurs

Alfred Fernandez est Directeur général de l'OIDEL.

Zacharie Zachariev a été directeur à l'UNESCO, d'abord chargé de la planification de l'éducation et ensuite directeur adjoint du BIE et directeur du bureau de liaison de l'UNESCO à Genève.

OIDEL est une ONG avec statut consultatif auprès de l'ONU, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe. Fondée en 1985 par 40 personnalités du monde de l'éducation elle est présente en 51 pays, elle travaille en faveur du droit à l'éducation.

www.oidel.org

8, rue Le Corbusier / CH 1208 Genève

Table de matières

1	Introduction. Le droit à l'éducation : les normes internationales et leur mise en oeuvre.
2	Principaux instruments sur le droit à l'éducation.
3	Recueils de textes normatifs internationaux.
4	Commentaires et interprétations des normes internationales.
5	Politiques éducatives et planification de l'éducation.
6	Financement de l'éducation.
7	Education multiculturelle et interculturelle.
8	Droits linguistiques.
9	Programme Education pour tous (EPT).
10	Droits catégoriels (de différents groupes et catégories de population).
11	Education aux droits de l'homme.
12	Nouvelles technologies de l'information et de la communication.
13	Programmes et activités au niveau des régions

1. Introduction

Le droit à l'éducation: les normes internationales et leur mise en oeuvre

Que l'éducation soit un droit de la personne humaine est un fait incontestable et un acquis de la communauté internationale. Mais aussi incontestable est le fait que jusqu'à présent cette même communauté a négligé ce droit. Les politiques éducatives ont été, pour la plupart, une affaire de bonne volonté de la part des décideurs alors que l'éducation devrait être reconnue comme une obligation morale et juridique.

Nous disposons actuellement d'un cadre normatif et d'une herméneutique complets en ce qui concerne le droit à l'éducation. « *Le droit à l'éducation*, - affirme le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies - *reconnu aux articles 13 et 14 du Pacte (...) revêt une importance capitale. Il a été, selon les cas, classé parmi les droits économiques, les droits sociaux et les droits culturels. Il appartient en fait à ces trois catégories. En outre, à bien des égards, il est un droit civil et un droit politique, étant donné qu'il est aussi indispensable à la réalisation complète et effective de ces droits. Ainsi, le droit à l'éducation incarne l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme* »

Les quatre caractéristiques de l'éducation signalées par l'Observation générale à l'article 13 du Pacte (acte d'herméneutique juridique du Comité des droits économiques, sociaux et culturels) représentent l'élément essentiel de cette interprétation. Le système éducatif d'un pays doit réunir les caractéristiques suivantes qui sont interdépendantes :

1. Dotation: obligation pour l'Etat de mise à disposition suffisante de moyens éducatifs de qualité,
2. Accessibilité: élimination de tous les obstacles à l'accès à l'éducation pour tous les enfants d'âge scolaire sans discriminations physiques et économiques,
3. Acceptabilité: l'offre éducative doit être acceptable par les parties prenantes et
4. Adaptabilité: l'offre éducative doit être telle qu'elle permette une adaptation rapide aux besoins changeants de la société.

En 2001, la *Déclaration sur la diversité culturelle* de l'UNESCO a introduit dans la norme réglant l'éducation les notions de qualité et d'identité culturelle.

Ces développements dessinent un nouveau cadre politique au sens strict du terme à l'intérieur duquel doivent se confronter les visions de la société représentées par les idéologies des partis. Ce cadre fixe de nouvelles règles dans une sorte de meta-politique et comporte deux éléments principaux comme nous l'avons vu. D'une part, il modifie le rôle des pouvoirs publics, dans un mouvement qui peut apparaître - à tort - comme réduisant son pouvoir mais qui en réalité redéfinit l'exercice de son

pouvoir. D'autre part, il fixe un étalon aux politiques publiques en exigeant que celles-ci soient guidées par le respect des droits de la personne humaine plutôt que par l'efficacité.

Rappelons maintenant les principaux textes sur le droit à l'éducation. La *Déclaration universelle des droits de l'homme* mentionne le droit à l'éducation dans son préambule déjà : l'enseignement et l'éducation y sont évoqués comme moyens de développer le respect des droits de l'homme et d'en assurer la reconnaissance et l'application effectives. Cet élément d'épanouissement de la personnalité est repris par la *Convention relative aux droits de l'enfant*. " *L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre [...] afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer [...] la reconnaissance et l'application effectives...* " (Préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme) " *Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation. [...] (Ils) conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à ...favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques [...]* " (articles 28 et 29 de la *Convention relative aux droits de l'enfant*).

La même *Déclaration universelle des droits de l'homme* proclame le droit à l'éducation pour tous (EPT), le fait que l'éducation a pour finalité première l'épanouissement de la personnalité humaine ; elle réitère le vœu que cette éducation soit de nature à promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle rappelle aussi le droit des parents. " *Toute personne a le droit à l'éducation [...] L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales[...] Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.* " (article 26)

Le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* réaffirme les mêmes éléments. " *L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. [...] Les Etats...s'engagent à respecter la liberté des parents...de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics...* " (article 13)

Le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* évoque aussi cette liberté parentale dans le contexte plus général du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. " *Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. [...] Les Etats...s'engagent à respecter la liberté des parents...de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.* " (article 18)

La *Déclaration sur la diversité culturelle* propose une formulation du droit à l'éducation plus ambitieuse. Ainsi dispose-t-elle en son article 5: « *Toute personne a droit à une éducation et une formation de qualité qui respecte pleinement son identité culturelle* ». Le mot « *toute* » mérite ici d'être souligné, de même que l'adjectif « *qualité* », la mention « *l'identité culturelle* » et l'adverbe « *pleinement* ». Nous voici incontestablement en présence d'un nouveau standard qui va bien au-

delà de l'article 26 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et de l'article 13 du *Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels*.

Par rapport à la mise en œuvre du droit à l'éducation, le rôle de l'Etat est triple : il doit respecter ce droit, y compris dans sa dimension de liberté ; il doit le protéger et protéger notamment l'exercice de la liberté. Il doit enfin agir positivement en faveur de sa pleine réalisation. L'obligation des pouvoirs publics dans un Etat de droit est d'assurer les conditions permettant à chaque sujet, seul ou en commun, d'accéder aux instruments juridiques, économiques et sociaux nécessaires au plein accomplissement de leurs droits sur un plan de liberté et d'égalité, sans discrimination d'aucune sorte fondée sur des conditions particulières, personnelles ou collectives.

Lors de la mise en place les plans EPT (Education pour tous) que chaque Etat devrait élaborer pour bénéficier du soutien de la communauté internationale, les décideurs ont le devoir d'adopter une approche basée sur les droits car leur action se situe dans un cadre précis : le système international de protection des droits de l'homme, socle commun de l'action de la communauté internationale.

De manière spécifique, les plans EPT font référence à l'article 14 du Pacte des droits économiques sociaux et culturels qui oblige les Etats à mettre en place un plan pour arriver progressivement à l'enseignement primaire obligatoire et gratuit. Les objectifs de l' EPT rejoignent au moins en partie ces obligations juridiques conventionnelles.

Suivant Osmani, on peut affirmer que l'approche de l'EPT et des politiques éducatives basées sur les droits implique deux grandes séries de principes concernant a) la participation des parties prenantes et b) la réalisation progressive des droits. La participation intervient à quatre stades : l'expression des préférences, le choix de la politique, la mise en œuvre, puis le contrôle, l'évaluation et la responsabilité . En ce qui concerne la réalisation progressive, la condition la plus importante est que l'Etat doit reconnaître qu'il est possible de progresser rapidement vers la réalisation de nombreux droits fondamentaux même avec des ressources limitées . Enfin le droit inclut la notion de débiteur du droit et de responsabilité. Il reste fondamental de faire connaître, par tous les moyens possible, la nature et le contenu de ces droits.

L'engagement mondial pour la réalisation du droit à l'éducation

La recherche de la mise en pratique du droit à l'éducation a été longue et la voie empruntée sinueuse. L'adoption du cadre normatif et des obligations qui en découlent, a été suivie d'un grand nombre d'activités, initiés ou lancés pour la plupart par l'Unesco.

De très larges consultations internationales ont permis l'adoption de deux rapports qui ont marqué le siècle et qui recensent les objectifs et les orientations dans ce domaine : le Rapport de la Commission internationale de l'Unesco sur le développement de l'éducation, présidée par Edgar Faure intitulé « Apprendre à être : le monde de l'éducation aujourd'hui et demain », publié en 1972 et « L'éducation : un

trésor est caché dedans », Rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, présidée par Jacques Delors (1996). Ces documents ont présenté les nouvelles conceptions sur l'avenir de l'école. Ils ont incité la création d'une école capable de former des personnes actives, aptes à percevoir les problèmes de notre époque, aptes à agir pour le changement, à anticiper les événements et à s'y préparer; des personnes riches d'une individualité forte, animées de l'esprit d'initiative et d'autoréalisation. Une école, donc, qui renforce l'esprit de responsabilité par opposition à l'école de l'obéissance, du conformisme et qui, à travers des finalités humanistes, vise le développement global de la société et de l'apprenant, en tant qu'individu autonome et membre de la société.

Les rapports ont également permis de formuler les objectifs essentiels dans une série d'orientations, de prévisions (contenus et structures) et de provisions (moyens matériels et humains) nécessaires à l'élaboration de politiques et de programmes éducatifs. La réalisation de ses objectifs devait bénéficier au plus grand nombre possible de personnes et placer l'éducation tout au long de la vie au cœur de la société. Celle-ci devait reposer sur quatre principes (piliers) :

- « Apprendre à vivre ensemble, en développant la connaissance des autres et la perception de nos interdépendances.
- Apprendre à connaître, en combinant une culture générale suffisamment étendue avec la possibilité de travailler en profondeur ; apprendre à apprendre tout au long de sa vie;
- Apprendre à faire; acquérir une compétence qui rende apte à faire face à de nombreuses situations et à travailler en équipe ;
- Apprendre à être, pour mieux épanouir sa personnalité et être en mesure d'agir avec une capacité toujours renforcée d'autonomie, de jugement et de responsabilité personnelle » (Rapport Delors).

Deux étapes décisives ont prolongé la réflexion afin de la traduire en action. D'abord la Conférence mondiale sur l'Education pour tous (Jomtien, Thaïlande, 1990). Elle a marqué un nouveau départ dans la mise en œuvre de la volonté d'assurer le droit à l'éducation pour tous, d'universaliser l'éducation de base et d'éliminer l'analphabétisme. La participation des organisations internationales spécialisées des Nations Unies, d'un nombre extrêmement important de représentants des pays des cinq continents, de plusieurs organisations internationales non gouvernementales, a confirmé l'importance accordée à l'éducation et a permis l'adoption de projets concrets.

Durant toute la décennie qui a suivi, des consultations mondiales et régionales ont renforcé le message de Jomtien, en le plaçant en accord avec l'évolution du contexte mondial économique et social. Un grand nombre de réformes éducatives ont été introduites afin de réaliser les valeurs et les principes de Jomtien. Dix ans après cette conférence, l'engagement mondial en faveur de l'éducation a été renouvelé lors du Forum mondial sur l'éducation (avril 2000, Dakar, Sénégal). Celui-ci représente l'un des faits majeurs de la "Décennie internationale pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004)" qui ont de nouveau stimulé le débat sur le droit à l'éducation, mais aussi sur l'indivisibilité, la complémentarité et l'interdépendance des droits de l'homme.

Le Forum de Dakar a été un événement international d'une importance particulière. Il se distingue des conférences antérieures par l'adoption de décisions et d'engagements plus précis, de cibles assorties d'échéances. Ses messages essentiels étant que l'éducation est un droit fondamental de l'être humain et une condition sine qua non du développement durable aussi bien pour la paix et la stabilité, que pour les besoins éducatifs fondamentaux de tous qui peuvent et doivent être satisfaits d'urgence et que dans la nouvelle économie mondiale fondée sur le savoir, la réussite n'est possible pour aucun pays sans que l'éducation soit une priorité.

Le Forum s'est engagé à assurer la réalisation des six objectifs suivants :

1. Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ;
2. Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ;
3. Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante ;
4. Améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
5. Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite ;
6. Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables- notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

Le Forum mondial sur l'éducation a adopté un **Cadre d'action** insistant sur les notions de qualité et d'accès. Il énonce clairement l'engagement de créer dans chaque pays les conditions adéquates pour le programme « Education pour tous » (EPT), reconnaît que certains d'entre eux auront besoin d'aide pour y parvenir et fait état de la responsabilité de ceux qui ont les moyens d'apporter cette aide. L'« Education pour tous » est considérée comme une entreprise commune qui implique toute l'humanité et qui repose sur des valeurs de partenariat, de responsabilité collective et de respect de la diversité basées sur la coordination au niveau national et international.

L'adoption des Objectifs et du Cadre d'action de Dakar par les représentants de plus de 180 pays a été le point de départ d'un grand nombre d'activités au niveau international et national. Ainsi, l'adoption de la « Stratégie internationale pour rendre opérationnel le Cadre d'action de Dakar sur l'« Education pour tous » (avril 2000) qui vise à renforcer le consensus international autour de la vision de Dakar et faire préciser les rôles et les responsabilités de tous les partenaires.

Cette « Stratégie » est étroitement associée aux « Objectifs de développement du Millénaire » (2000) qui reconfirment les priorités identifiées à Dakar. Elle correspond parfaitement aux stratégies de lutte contre la pauvreté, au Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et à nombre de programmes régionaux. Elle indique cinq points d'action essentiels pour atteindre les objectifs de Dakar : la planification de l'EPT, la promotion et la communication, le financement, le suivi et l'évaluation ainsi que le rôle des mécanismes régionaux et internationaux. Parmi les actions internationales qui ont suivi la « Stratégie », il faudrait rappeler la décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies de proclamer la « Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation » (2003-2012) et récemment, la « Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable » (2005-2015). Elles ont de nouveau stimulé le débat sur le droit à l'éducation et confirmé son caractère multidimensionnel et transversal.

Un système de suivi et d'évaluation des résultats du programme EPT a été mis en place. Il comprend, au niveau international, la réunion périodique de groupes de travail de haut niveau. Ainsi le « Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous (EPT) ». Il réunit une fois par an des ministres de l'éducation, de la coopération et du développement, ainsi que des représentants d'organisations internationales et de la société civile pour examiner l'état d'avancement des six objectifs fixés au Forum mondial sur l'éducation. Le même rôle est joué par la publication annuelle d'un « Rapport mondial de suivi sur l'EPT » qui met successivement l'accent sur différents aspects du programme (voir la liste de ces Rapports).

Les différentes évaluations indiquent que des difficultés importantes font obstacle, que le rythme des changements est insuffisant pour la réalisation des objectifs de Dakar et en particulier pour assurer des opportunités égales pour tous et atteindre l'objectif d'égalité des sexes et de l'éducation primaire universelle en 2015, à moins que des décisions nouvelles et audacieuses, des mesures d'urgence ne soient prises pour faire face aux nombreux défis.

Malgré certains retards, l'insuffisance de moyens et la présence d'un grand nombre d'obstacles qui risquent de mettre en péril la réalisation des objectifs dans les délais prévus, le programme d'Education pour tous a enregistré des progrès substantiels et des résultats confirmés. Les activités relatives à l'EPT ont conduit la communauté internationale à une forte mobilisation en vue d'améliorer l'accès, la qualité et l'efficacité, l'équité et la justice sociale des systèmes d'éducation. L'aide bilatérale a marqué des succès. Les actions de suivi ont eu pour résultat de placer les responsables, les gouvernements et la communauté internationale devant leurs devoirs et leurs responsabilités, de mieux coordonner leurs efforts et de leur faire prendre conscience de l'ampleur réelle de la tâche tout en impliquant davantage la société civile. Cette nouvelle prise de conscience a produit des résultats encourageants et des changements nets et significatifs dans les esprits et dans le style de travail.

Les incidences à long terme de la révolution scientifique et technologique et de la situation économique ont été mieux prises en compte. Le souci d'une meilleure gestion du système éducatif, l'adoption de prévisions à long terme ont guidé l'évolution. La recherche d'un équilibre entre les valeurs dans le développement de l'individu et le développement global des sociétés, tout comme le lien de l'éducation avec les autres facteurs du progrès des sociétés ont été mieux pris en considération.

Parmi les acquis de Dakar, il faudrait indiquer aussi la prise de conscience de la nécessité de démocratisation continue des sociétés; l'emphase sur le droit à l'éducation de qualité tout au long de la vie; l'adoption d'une approche globale et systémique; l'affirmation de la nécessité de systèmes d'éducation qui assurent le développement durable et la paix qui insistent sur les valeurs humanistes et le respect de l'environnement; qui prennent mieux en compte l'importance de la(les) langue(s) d'enseignement.

Actuellement, la globalisation, processus universel et irréversible, pose deux problèmes majeurs en ce qui concerne l'éducation:

1. Quelle langue utiliser pour respecter le droit à l'éducation
2. Comment préserver l'identité culturelle.

Ceci nous amène à prendre conscience que nous faisons face à une situation inquiétante qui nécessite de l'imagination, mais aussi la mobilisation de toutes les ressources, tant matérielles qu'humaines, l'expression d'une volonté politique ferme afin d'assurer le développement progressif et durable de l'éducation pour répondre mieux aux intérêts des apprenants. Il est évident qu'il reste beaucoup à faire dans tous les domaines, que la discrimination sexuelle continue de sévir dans les systèmes éducatifs et que la qualité de l'apprentissage et l'acquisition de valeurs humaines et de compétences, d'attitudes et d'aptitudes, sont encore loin de répondre aux aspirations et aux besoins des individus et des sociétés. Des jeunes et des adultes n'ont pas accès aux compétences et aux connaissances nécessaires pour trouver un emploi rémunéré et participer pleinement à la vie de la société. A moins d'un progrès accéléré de l'éducation pour tous, les objectifs nationaux et internationaux fixés pour réduire la pauvreté ne seront pas atteints et les inégalités entre les pays et au sein des sociétés iront s'aggravant.

2. Principaux instruments sur le droit à l'éducation

1945	Charte des Nations Unies. Nations Unies.
1946	Acte constitutif de l'UNESCO.
1948	Déclaration universelle des droits de l'homme. Nations Unies
1950	Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Conseil de l'Europe.
1959	Déclaration relative aux droits de l'enfant. Nations Unies.
1960	Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. Nations Unies.
1962	Protocole instituant une Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. UNESCO.
1963	Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Nations Unies.
1965	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Nations Unies.
1966	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Nations Unies.
1966	Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nations Unies.
1966	Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nations Unies.
1968	Proclamation de Téhéran. Conférence internationale des droits de l'homme, Nations Unies.
1973	Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, Nations Unies.
1974	Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. UNESCO.
1976	Recommandation de l'UNESCO sur le développement de l'éducation des adultes.
1978	Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre. UNESCO.
1979	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Nations Unies.
1989	Convention 169 concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants, OIT.
1989	Convention relative aux droits de l'enfant, Nations Unies.

1990	Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous: répondre aux besoins éducatifs fondamentaux. Conférence mondiale sur l'éducation pour tous.
1992	Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. Nations Unies.
1993	<i>Déclaration de Delhi, adoptée par le Sommet de neuf pays en développement à forte population consacré à l'éducation pour tous.¹</i>
1993	Déclaration et Programme d'action sur les droits de l'homme. Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne. Nations Unies.
1995	Déclaration et cadre d'action intégré concernant l'éducation pour la paix et les droits de l'homme, UNESCO.
1997	Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes. Conférence internationale sur l'éducation des adultes.
1998	Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnu. Nations Unies.
1998	Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXIème siècle. Visions et actions et Cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement.
1999	Mise en œuvre d'une politique linguistique mondiale fondée sur le plurilinguisme. Plan d'action. UNESCO.
2000	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Nations Unies.
2000	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Nations Unies.
2000	Cadre d'action de Dakar : l'Education pour tous.
2000	Déclaration du Millénaire. Nations Unies.
2001	Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel. UNESCO.
2002	Déclaration universelle sur la diversité culturelle et son Plan d'action. UNESCO.
2003	Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace. UNESCO.
2003	Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. UNESCO.
2003	<i>Déclaration du Caire des pays de l'E-9, Cinquième réunion ministérielle des pays de l'E-9.</i>

¹ En italique documents qui ne sont pas à proprement parler des instruments internationaux

2004	<i>Déclaration d'Amsterdam sur le droit à l'éducation et les droits inhérents au domaine éducatif. Conférence mondiale sur le droit à l'éducation et les droits inhérents au domaine éducatif.</i>
2005	Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme. Nations Unies.
2005	Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. UNESCO.
2005	<i>Déclaration de Jakarta. Conférence internationale sur le droit à l'éducation de base en tant que droit fondamental de l'être humain.</i>
2005	<i>Engagement de Rabat, Conclusions et recommandations de la Conférence internationale de Rabat sur le dialogue entre les cultures et les civilisations par des initiatives concrètes et durables.</i>
2007	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Nations Unies.
2007	<i>Déclaration de Fribourg sur les droits culturels.</i>
2010	Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme. Conseil de l'Europe.
2011	Déclaration sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme. Nations Unies.

3. Recueils de textes normatifs internationaux.

Conseil de l'Europe. (2011). Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2010). Convention-cadre pour la protection des minorités nationales - Recueil des textes (6e édition) Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2010). Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2010). Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et 14, et Protocoles à ladite Convention - Série des traités du Conseil de l'Europe n° 5, 9, 46, 114, 117, 177, 187, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Fernandez, A. / Jenkner, S. (1995). International Declarations and Conventions on the Right to Education and the Freedom of Education, Info-3 Verlag, Frankfurt.

HCDH. (2010). Minority Rights: International Standards and Guidance for Implementation, Nations Unies, New York et Genève.

HCDH. (2007). Principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme : nouveaux traités, Nations Unies, New York et Genève.

HCDH, (2006). The Core International Human Rights Treaties , Nations Unies, New York et Genève.

HCDH. (2006). Principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Nations Unies, New York et Genève

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), (2002). Droits de l'homme : Recueil d'instruments internationaux, Volume I (1ère Partie) Instruments universels. Nations Unies, New York et Genève.

HCDH. (2002). Droits de l'homme : Recueil d'instruments internationaux, Volume I (2ème Partie) Instruments universels , Nations Unies, New York et Genève.

Mastrangelo, J.G. / Loncarevic, M. (2003). Les textes fondamentaux de l'UNESCO sur la société de l'information, UNESCO, Paris.

Nations Unies. (2011). Déclaration sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme, Doc A/C.3/66/L.65.

Symonides, J. (1996). The Struggle against discrimination, A Collection of International Instruments Adopted by the United Nation System, UNESCO, Paris.

UNESCO. (2007). L'action normative à l'UNESCO. Volume II: Conventions, Recommandations, Déclarations et Chartes adoptées par l'UNESCO (1948-2006), UNESCO, Paris.

UNESCO. (1991). Access to Human Rights Documentation, Documentation, Data bases and Bibliographies on Human Rights, UNESCO, Paris.

4. Commentaires et interprétations des normes internationales

Mecanismes des Nations Unies

Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation

Tomasevski, K. (1999). Rapport préliminaire à la Commission des droits de l'homme, Doc. E/CN.4/1999/49, Nations Unies, Genève.

Tomasevski, K. (2000). Rapport à la Commission des droits de l'homme, Doc. E/CN.4/2000/6, Nations Unies, Genève.

Tomasevski, K. (2001). Rapport à la Commission des droits de l'homme, Doc. E/CN.4/2001/52, Nations Unies, Genève.

Tomasevski, K. (2002). Rapport à la Commission des droits de l'homme, Doc. E/CN.4/2002/60, Nations Unies, Genève.

Tomasevski, K. (2003). Rapport à la Commission des droits de l'homme, Doc. E/CN.4/2003/9, Nations Unies, Genève.

Tomasevski, K (2003). Education denied. Costs and Remedies, Zed Books, Londres.

Tomasevski, K. (2004) Manual on Rights-Based Education, UNESCO, Bangkok.

Tomasevski, K. (2004). Rapport à la Commission des droits de l'homme, Doc. E/CN.4/2004/45, Nations Unies, Genève.

Muñoz, V. (2005). Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Doc. E/CN.4/2005/50, Nations Unies, Genève.

Muñoz, V. (2006). Le droit à l'éducation des filles - Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Doc E/CN.4/2006/45, Nations Unies, Genève.

Muñoz, V. (2007), Le droit à l'éducation des personnes handicapées - Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Doc. A/HRC/4/29, Nations Unies, Genève.

Muñoz, V. (2008), Droit à l'éducation dans les situations d'urgence - Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Doc. A/HRC/8/10, Nations Unies, Genève.

Muñoz, V. (2009), Le droit à l'éducation des personnes en détention - Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Doc. A/HRC/11/8, Nations Unies, Genève.

Muñoz, V. (2010), Le droit à l'éducation des immigrés, réfugiés et demandeurs d'asile- Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Doc. A/HRC/14/25, Nations Unies, Genève.

Singh, K. (2011), La promotion de l'égalité des chances dans l'éducation - Rapport du Rapporteur Spécial sur le droit à l'éducation. Doc A/HRC/17/29, Nations Unies, Genève.

Singh, K. (2011), Rapport à l'Assemblée Général des Nations Unies sur le droit à l'éducation, Doc A/66/269, Nations Unies, New York.

Rapports à la Sous-Commission des droits de l'homme

Mehedi, M. (1998). Rapport à la Sous-Commission de protection des minorités et de lutte contre la discrimination. E/CN.4/Sub.2/1998/10, Nations Unies, Genève.

Mehedi, M. (1999). Rapport à la Sous-Commission de protection des minorités et de lutte contre la discrimination. Le contenu du droit à l'éducation, Doc. E/CN.4/Sub.2/1999/10, Nations Unies, Genève.

Rapports du Groupe conjoint UNESCO-CDESC

UNESCO (CR). ECOSOC (CESCR). (2003). Rapport de la première réunion du Groupe conjoint d'experts UNESCO (CR) / ECOSOC (CESCR) sur le suivi du droit à l'éducation, 167 EX/ CR.2 UNESCO, Paris.

UNESCO (CR). ECOSOC (CESCR). (2005). Rapport de la troisième réunion du Groupe conjoint d'experts UNESCO (CR) / ECOSOC (CESCR) sur le suivi du droit à l'éducation (2005), 172 EX/25, UNESCO, Paris.

UNESCO (CR). ECOSOC (CESCR). (2006). Rapport de la quatrième réunion du Groupe conjoint d'experts UNESCO (CR)/ ECOSOC (CESCR) sur le suivi du droit à l'éducation (2006), 175 EX/28, UNESCO, Paris.

UNESCO (CR). ECOSOC (CESCR). (2008). Rapport de la septième réunion du Groupe conjoint d'experts UNESCO (CR)/ ECOSOC (CESCR) sur le suivi du droit à l'éducation (2006), 179 EX/24, UNESCO, Paris.

UNESCO (CR). ECOSOC (CESCR). (2009). Rapport de la huitième et neuvième réunion du Groupe conjoint d'experts UNESCO (CR)/ ECOSOC (CESCR) sur le suivi du droit à l'éducation 181 EX/28, UNESCO, Paris

Observations générales des organes de traites

COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS.

Observation générale no. 13. Le droit à l'éducation

Observation générale no. 11: Plan d'action pour l'enseignement primaire

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT.

Observation générale no. 1: Les buts de l'éducation

Observation générale n. 7: Mise en oeuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance

Les Observations générales des organes de traités se trouvent dans le document : Nations Unies (2006), HRI/GEN/1/Rev.8 et Add

Acedo, C / Akkari, A / Muller, K (2010). L'éducation pour l'inclusion : de la recherche aux réalisations pratiques, BIE, Université de Genève, SRED, Genève.

Araña Mesa, J.A. (2005). La fundamentación de la libertad de enseñanza como derecho humano, Dissertaciones, series Canonica XIV, Universita della Santa Croce, Rome.

Chapman, A. / Russel, S. (1998). Violations du droit à l'éducation, document de base présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Doc. E/C.12/1998/19, Nations Unies, Genève.

- Chomsky, N. (2010), Pour une éducation humaniste, Carnets de l'Herne, Paris.
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR), (2006), Règles essentielles des conventions de Genève et leurs protocoles additionnels, CICR, Genève.
- Coomans, F. (1996). Core contents of the Right to Education, in Academic Freedom 4, Education and Human Rights, World University Service, Genève.
- Coomans, F. (1995), Clarifying the Core Elements of the Right to Education, in The Right to Complain about Economic, Social and Cultural Rights, Netherlands Institute of Human Rights, Utrecht.
- Daudet, Y / Eisemann, P. M. (2005) Commentaire de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, UNESCO, Paris.
- Daudet, Y. / Singh, K. (2001). Le droit à l'éducation : analyse des instruments normatifs de l'UNESCO, UNESCO, Paris.
- Díaz Lema, J. M. (1998). Los conciertos educativos en el contexto de nuestro Derecho nacional y en el Derecho Comparado, Marcial Pons, Madrid.
- Díaz Revorio, F.J. (2002). Los derechos fundamentales del ámbito educativo en el ordenamiento estatal y autonómico de Castilla-La Mancha, Ediciones Parlamentarias, Toledo.
- Eberhard, C. (2011). Droits de l'homme et dialogue interculturel. Connaissances et savoirs, Paris, France.
- Fernandez, A. / Nordmann, J.D et alii. (2007). Rapport sur l'état des libertés éducatives dans le monde, OIDEI, Genève.
- Fernandez, A. (2003). Le droit à l'éducation: Le droit à être humain in Vers une culture des droits de l'homme, Université d'été des droits de l'homme, Genève.
- Fernandez, A. / Nordmann, J.D. (1998). Droit à l'éducation: état des lieux et perspectives, Working Paper, OIDEI, Genève.
- Fernandez, A. / Nordmann, J.D. (2000). Le droit de choisir l'école, L'Age d'Homme, Lausanne.
- Fernandez, A. / Ponci, J.D. (2005). Education et discrimination. Réflexions sur la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de l'UNESCO, Editions Diversités, Genève.
- Fernandez, A. (2009). Discriminación y diferencia en educación. Repensar la igualdad de oportunidades, Diversités, Genève.
- Friboulet, J.J. / Meyer-Bisch, P. (2000). Les indicateurs du droit à l'éducation. La mesure d'un droit culturel facteur du développement, Université de Fribourg, Fribourg.
- Gandolfi, S. (2006). Il diritto all'educazione, La Scuola, Brescia.
- Garancini, G. (1999). La libertà di scelta dei luoghi dell'instruzioni comme diritto di cittadinanza, in Libero Insegnamento, numéros 7-8, Aninsei, Roma.
- Glenn, C.L. (1989). Choice of Schools in Six Nations, US Department of Education, Washington.
- Glenn, C.L. (1995). Educational Freedom in Eastern Europe, Cato Institute, Washington.

Glenn, C.L / De Groof, J. (2002). *Balancing Freedom and Accountability in Education* (3 volumes) Wolf, Nimège.

Gros Espiell, H. (2005). *Signification de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*, UNESCO, Paris.

Hunt, P. (1998). *Obligations des Etats, indicateurs et critères: le droit à l'éducation*, document d'information, Doc. E/C.12/1998/11, Nations Unies, Genève.

Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme (2005). *La mesure du droit à l'éducation. Tableau de bord de l'éducation pour tous au Burkina Faso*, Karthala, Paris.

Jacob, P (2008). *L'école, une affaire d'Etat?*, Edifa/ Mame, Paris.

Kent, G. (1998). *Le droit à l'éducation*, document d'information, Doc. E/C.12/1998/13, Nations Unies, Genève.

Martínez de Pisón, J. (2003). *El derecho a la educación y la libertad de enseñanza*, Dykinson, Madrid.

Martinez López-Muñiz, J.L. (1999). *Le droit à l'éducation dans les instruments internationaux*, in *Revue de droit africain*, n° 10, Bruxelles.

McGinn, N.F. (2002). *International and national trends in local governance of education*, UNESCO, Paris.

Meyer-Bisch, P. (2002). *Propositions et Recommandations en Organisation Internationale de la Francophonie, Diversité et droits culturels*, Organisation Internationale de la Francophonie, Paris.

Meyer-Bisch, P. / Bidault, M. (2010). *Déclarer les droits culturels. Commentaire de la Déclaration de Fribourg*, Bruylant, Bruxelles / Schulthess, Genève, Zurich, Bâle.

Maurin, E. (2004). *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Seuil, Paris.

Muñoz, V. (2002). *El oro por las cuentas, Miradas a la mercantilización de la educación*, Luna Híbrida, San José.

Muñoz Arnau, J. A. (2010) *Derechos y libertades en la política y la legislación educativas españolas*, EUNSA, Pampelune.

Nordmann, J.D. / Chenaux J.P. (2004). *Libérez l'école ! Les libertés scolaires, mode d'emploi*, Etudes et enquêtes, Centre Patronal, Lausanne.

Novak, M.. (1995). *The Right to Education in Eide, A. et alii. Economic Social and Cultural Rights*, Martinus Nijhoff, Dordrecht / Boston / Londres.

OIDEL. (2000). *Libertés éducatives. Interventions de l'OIDEL à l' ONU*, Working Paper 4, OIDEL, Genève.

OIDEL / Comunidad de Madrid. (2003). *Libertad, igualdad y pluralismo en educación*, Comunidad de Madrid, Madrid.

Pérez-Díaz, V. / Sánchez-Ferrer, L. (2001). *La família espanyola davant l'educació dels seus fills*, Col. lecció Estudis Socials, n° 5, Fundació «La Caixa », Barcelone.

Pilon, M. / Martin, J.-Y. / Carry, A. (2010). *Le droit à l'éducation. Quelle universalité ?* Archives contemporaines, Paris.

Polo Sabau, J.R. (1999). *La libertad de enseñanza en el Derecho norteamericano*, Universidad Complutense, Madrid.

- Ravitch, D. (2005). *Brooking papers on education policy*, Brookings, Washington D.C.
- Sancho Gargallo, M. A. et alii. (2005). *Derecho a la educación y libertad de enseñanza*, Fundación Mainel, Valence.
- Sarramona, J. (2006). *Debate sobre la educación (dos posiciones enfrentadas)*, Paidós, Barcelone.
- Symonides, J. / Volodin, V. (2003). *A Guide to Human Rights. Institutions, Standards, Procedures*, UNESCO, Paris.
- Symonides, J. (2003), *Human Rights: International Protection, Monitoring, Enforcement*. Human Rights in Perspective series. UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2000). *The Right to Education. Towards Education for All Throughout Life*, UNESCO Paris.
- UNESCO. (2002). *Table ronde sur les bases constitutionnelles et législatives du droit à l'éducation comme droit fondamental*, Document de discussion, UNESCO, Dar-es-Salaam, Paris.
- UNESCO. (2007). Abdulqawi, A. Y. *L'action normative à l'UNESCO, Volume I : Élaboration de règles internationales sur l'éducation, la science et la culture*, Collection Ouvrages de référence de l'UNESCO.
- UNESCO. (2008). *Le droit à l'éducation: Suivi de l'application des instruments normatifs à l'UNESCO*, UNESCO, Paris.
- United Nations. (2005). *Behind the Scenes. Account by the Special Rapporteur on the Right to Education 1998-2004*, in *Human Rights Law Review*, 5 (2), University Press, Oxford.
- Vidal Prado, C. (2001). *La libertad de cátedra. Un estudio comparado*, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid.
- Zachariev, Z. (2003). *Les droits à l'éducation et le droit au développement*, in *Vers une culture des droits de l'homme*, Université d'été des droits de l'homme et du droit à l'éducation, Genève.
- Zachariev, Z. (1998). *Réflexions sur les indicateurs du droit à l'éducation*, document de base présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Doc. E/C.12/1998/21, Nations Unies, Genève.

5. Politiques éducatives et planification de l'éducation

OCDE, *Regards sur l'éducation /annuel*

Eurydice, *Les chiffres clé sur l'éducation en Europe (périodique, dernière édition 2009)*, Bruxelles

Abu-Duhou, I. (2001). *Une gestion plus autonome des écoles*. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIPE, Paris.

- Aglo, J. / Lethoko, M. (2003). Curriculum development and education for living together: conceptual and managerial challenges in Africa, Final report of the seminar held in Nairobi, BIE - UNESCO, Nairobi.
- Aguerrondo, I. (2010). Institucionalidad de los Ministerios de Educación: análisis comparativo de los procesos de reforma educativa de Chile y la Argentina en los años 90, UNESCO-IIEP, Paris.
- Aguilar, P. / Retamal, G. (1999). Rapid Educational Response in Complex Emergencies: A Discussion Document, BIE / UNESCO, Genève.
- Anderson Lorin W. (2004). Accroître l'efficacité des enseignants Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.
- Atchoarena, D. (1993). Stratégies éducatives pour les petits États insulaires. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.
- Banque Mondiale, (2011). Stratégie d'Education 2020, Banque Mondiale, Washington
- Baxter, P. / Bethke, L. (2009). Alternative education: filling the gap in emergency and post-conflict situations, (Education in emergencies and reconstruction), UNESCO. IIEP - CfBT Education Trust, UK.
- Belfield C.R. / Levin, H.M. (2003). La privatisation de l'éducation : causes, effets et conséquences pour la planification. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.
- Benchama, L. / Groux, D. (edts). (2011). Formation des enseignants et ouverture sur le monde. Approches comparées, L'Harmattan, Paris.
- Bertrand, O. (2003). Planification des ressources humaines : méthodes, expériences, pratiques. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP.
- BIE. (2004). L'enseignement secondaire à l'échelle mondiale : bilans et perspectives, SRED, Genève.
- BIE. (1999). Education, pauvreté et inégalités, UNESCO / BIE, Genève.
- BIRD. (2003). Construire les sociétés du savoir: nouveau défis pour l'enseignement supérieur, Presses de l'Université de Laval / BIRD, Laval.
- Bray, M. (1999). A l'ombre du système éducatif. Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.
- Bray, M. (2003). Adverse effects of private supplementary tutoring: dimensions, implications and government responses, UNESCO-IIEP, Paris.
- Bray, M. (2009). Confronting the shadow education system. What government policies for what private tutoring? UNESCO-IIEP, Paris.
- Bray, M. (2008, 2010). La scolarisation à double vacation: conception et mise en oeuvre pour un meilleur rapport coût-efficacité, UNESCO-IIEP, Paris.
- Brunswic, E. / Valérien, J. (2003). Les classes multigrades : une contribution au développement de la scolarisation en milieu rural africain ? UNESCO-IIEP, Paris.
- Carnoy, M. (2001). Mondialisation et réforme de l'éducation : ce que les planificateurs doivent savoir. Collection Principes de la planification, UNESCO-IIEP, Paris.

- Carton, M. / Meyer, J. B. (2006). La société des savoirs. Trompe-l'œil ou perspectives ?, L'Harmattan, Paris.
- Cavanagh, J. / Mander, J. (eds). (2004). Alternatives to Economic Globalization. A Better World is Possible, Berett-Koehler, Washington.
- Chapman, D. / Adams, D. (2002). The Quality of Education: Dimensions and Strategies, Comparative Education Research Center, The University of Hong Kong, Manila, Hong Kong.
- Châu, T. (2002). Les aspects démographiques de la planification de l'éducation. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.
- Commission Européenne. (2000). Rapport européen sur la qualité de l'éducation scolaire. Seize indicateurs de qualité, Commission Européenne, Bruxelles.
- Conférence des ministres de l'éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN). (1999). L'insertion des jeunes dans la vie active par la formation professionnelle et technique. Document de réflexion et d'orientation, CONFEMEN, Dakar.
- CONFEMEN. (2000). Dynamique partenariale et qualité de l'éducation/formation: document de réflexion et d'orientation, CONFEMEN, Dakar.
- Conseil de l'Europe. (2000). L'éducation et la cohésion sociale, Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- Conseil de l'Europe. (2000). Les stratégies pour la réforme de l'école, du concept à la réalisation, Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- Conseil de l'Union Européenne. (2009). Conclusions du Conseil du 12 mai 2009 concernant un cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation («Éducation et formation 2020»). Doc (2009/C 119/02).
- Coulby, D. / Cowen, R. / Jones, C. (2000). Education in times of transition, Kogan Page, Londres.
- Crain, R. L. (2010). The Politics of School Integration: Comparative Case Studies, New Paperback Printing, New Jersey.
- Cummings, K. Et alii. (2001). Value Education for Dynamic Societies. Individualism or Collectivism, Comparative Research Center, University of Hong Kong & Springer, Hong Kong.
- Cummings, W. K. (2003). The Institutions of education: a comparative study of educational development in the six core nations, Symposium Books, Oxford.
- Dacunha-Castelle, D. (2000). Peut-on encore sauver l'école?, Flammarion, Paris.
- Delors, J. (1996). L'éducation: un trésor est caché dedans: Rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, UNESCO/Odile Jacob, Paris.
- Delors, J. (1996). L'éducation pour le vingt et unième siècle : questions et perspectives, UNESCO, Paris.
- Dinello, N. / Squire, L. (2005). Globalization and Equity: Perspectives from the Developing World, Edward Elgar, Cheltenham.
- De Grauwe, A. N. / Jordan P. (2004). School evaluation for quality improvement, Rapport d'ANTRIEP, UNESCO-IIEP, Paris.

- Documentation française (La). (2010). Universités: le prix du savoir (Dossier n.25), Paris.
- D'Orville, H. (2010). Mobilizing resources for international development cooperation in education: what innovative mechanisms and partnerships? Bureau of Strategic Planning, UNESCO, Paris.
- Dubet, F. / Duru-Bellat, M. (2000). L'hypocrisie scolaire. Pour un collège enfin démocratique, Seuil, Paris.
- Durand-Prinborne, C. (2001). Aspects légaux de la planification et de l'administration de l'éducation. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIPE, Paris.
- Duru-Bellat, M. (2003). Inégalités sociales à l'école et politiques éducatives, Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIPE, Paris.
- Dutercq, Y. (2006). Les régulations des politiques d'éducation, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- Eberhard, C. (1999). Pluralisme et dialogisme. Les droits de l'homme dans une mondialisation qui ne soit pas uniquement une occidentalisation, Revue du MAUSS, n° 13, Paris.
- Etienne, R. (2000). Les réseaux d'établissements. Enjeux à venir, ESF, Paris.
- Eurydice. (2000). L'enseignement privé dans l'Union Européenne, Eurydice, Bruxelles.
- Farrell, J. P. / Hartwell A. (2008). Planning for successful alternative schooling: a possible route to Education for All, UNESCO-IIEP, Paris.
- Faure, E. (1972). Apprendre à être: le monde de l'éducation aujourd'hui et demain, Rapport à l'UNESCO, UNESCO, Paris.
- Fundación para la Libertad. (2008). II Seminario. El Pacto Escolar: La necesidad de un consenso nacional en materia de educación, Fundación para la Libertad, Madrid.
- Fundación para la Libertad. (2009). III Seminario. Educación para una convivencia en libertad, Fundación para la Libertad, Madrid.
- Gil Malca, G. / Tresierra Reátegui, J. / Zierer, E. (1999). Temas que nos inquietan y nos preocupan, Universidad Nacional de Trujillo, Trujillo.
- Glenn, C.L. (2011). Contrasting Models of State and School, A Comparative Historical Study of Parental Choice and State Control, London, New York.
- Green, A. / Preston, J. / Sabates, R. (2003). Education, Equality and Social Cohesion: a distributional approach, Compare, Volume 33, N° 4, pp. 453-470, Routledge, Oxford.
- Groux, D. et alii. (2002). Dictionnaire d'éducation comparée, L'Harmattan, Paris.
- Groux, D / Holec, H. (2003), Une identité plurielle, Mélanges offerts à Louis Porcher, L'Harmattan, Paris.
- Gvirtz, S. et alii. (2010). Alianzas para la mejora educacional. Estado y sociedad civil en Escuelas del Bicentenario, Aique, Argentina.
- Hallak, J. (2000). Politiques éducatives et contenus d'enseignement dans les pays en développement, BIE, Genève.

- Hallak, J. / Poisson, M. (2006). Governance in education: transparency and accountability matter. *Ethique et corruption dans l'éducation*, UNESCO –IIEP, Paris.
- Hayden, M. / Thompson, J. (2010). Ecoles internationales: développement et influence. *Collection Principes de la planification de l'éducation UNESCO-IIEP*, Paris.
- Hite, S. J. (2002), *La recherche quantitative au service des politiques éducatives: le rôle de l'analyse de la littérature*, *Collection Principes de la planification de l'éducation*, UNESCO-IIEP, Paris.
- Inglis, C. (2008). *Planning for cultural diversity*. *Collection Principes de la planification de l'éducation*, UNESCO-IIEP, Paris.
- IBE / Central Board of Secondary Education. (1999). *Globalization and Living Together; Final report of the sub-regional course on curriculum development*, UNESCO, New Delhi.
- IWGE. (2006). *Advancing in education: reaching rural people, developing capacity*. A report from IWGE, Rome.
- Kellaghan, T. / Greaney, V. (2002). *L'évaluation pour améliorer la qualité de l'enseignement*, *Collection Principes de la planification de l'éducation*, UNESCO-IIEP.Paris.
- Michael, K. J. (2001). *Planifier l'éducation dans le contexte du VIH/sida*. *Collection Principes de la planification de l'éducation*, UNESCO-IIEP, Paris.
- Kirk, J. (2009). *Certification counts: recognizing the learning attainments of displaced and refugee students*. *L'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction*, IIEP/UNESCO, Paris.
- Laderriere, P. (1999). *L'enseignement: une réforme impossible?*. *Analyse comparée*, L'Harmattan, Paris.
- Latefy, S. (2010). *Conceptualizing, Describing and Contrasting School Cultures: A Comparative Case Study of School Improvement Processes*, VDM Verlag, Sarrebruck.
- Lee, W. O. (2003). *Equity and Access to Education: Themes, Tensions and Policies*, Comparative Education Center, The University of Hong Kong, Asian Development Bank, Manila.
- Llorent Bedmar, V. (2000). *La educación obligatoria en Iberoamérica*, OEI, Madrid.
- Malet, R. (2010). *École, médiations et réformes curriculaires*. *Perspectives internationales*, Université de Boeck, Bruxelles.
- Mulà, I. / Tilbury, D. (2011). *National journeys towards education for sustainable development, 2011: reviewing national experiences from Chile, Indonesia, Kenya, the Netherlands, Oman*. *United Nations Decade of Education for Sustainable Development 2005-2014*, UNESCO, Paris.
- McGinn, N. / Welsh, T. (2001). *La décentralisation dans l'éducation : pourquoi, quand, quoi et comment ?* *Collection Principes de la planification de l'éducation*, UNESCO-IIEP, Paris.
- Mee Young Choi / Anwar, A. (2011). *Education for change: Past, Present and Future*, UNESCO, Jakarta Office.

- Medel-Añonuevo, C. / Bolly, M. (2011). Genre et alphabétisation : comment renforcer les capacités de recherche en Afrique, UIL, Hambourg.
- Naidoo, J-P. (2004). Educational decentralization and school governance in South Africa: From policy to practice, Harvard Graduate School of Education, Harvard.
- Nations Unies, (2010). Human Rights and the Millennium Development Goals in Practice: A review of country strategies and reporting, Nations Unies, Genève.
- Naya, L. M. (2003). (ed). La educación para el desarrollo en mundo globalizado, Espacio universitario Erein, San Sebastián.
- Neville Postlethwaite, T. (2005). Le pilotage des résultats des élèves. UNESCO-IIPE, Paris.
- Ninnes, P. / Hellstén, M. (2005). Internationalizing Higher Education: Critical Explorations of Pedagogy and Policy, University of Hong Kong / Comparative Education Centre, Hong Kong.
- OCDE. (2001). Des citoyens partenaires, OCDE, Paris.
- Oxenham, J. (2008; 2010). Programmes d'alphabétisation efficaces: le choix des décideurs, UNESCO-IIEP, Paris.
- Penson, J. / Tomlinson, K. (2009). Rapid response: programming for education needs in emergencies. L'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction, UNESCO – IIEP, Paris.
- Perez, S. / Hanhart, S. (1999). Les multiples facettes de l'efficacité en éducation, Editions Université de Fribourg, Fribourg.
- Perellon, J. F. (2003). La qualité dans l'enseignement supérieur, reconnaissance des filières d'études en Suisse et en Europe : analyse d'une révolution, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne.
- Perspectives, (2000). L'éducation pour un développement durable. L'éducation pour tous, Dossier, vol. XXX, n° 1, Genève.
- Research for Enterprise, Industries, Technology and Development (2000). Sustaining human development in education, EITD Research, Kumba.
- Revue Internationale d'éducation (2001). Les grands débats éducatifs aujourd'hui, Dossier, CIEP / CNDP, Sèvres.
- Rizzi, F. / Brunelli, M. / Fernandez, A. / De Lavernette, C. / Arregui, V./ Vega, A. M. (2010). L'implication parentale au sein de l'école. Une approche innovante pour une éducation de qualité, L'Harmattan, Paris.
- Sancho Gargallo, M. A. et alii. (2006). Escolarización del alumnado en el sistema educativo español: cuestiones jurídicas, Fundación Europea Sociedad y Educación, Madrid.
- Scheerens, J. (2000). Améliorer l'efficacité des écoles. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIPE, Paris.
- Schütz, G / West M. R. / Wößmann, L. (2007). School Accountability, Autonomy, Choice, and the Equity of Student Achievement: International Evidence from PISA 2003, Doc EDU/WKP(2007)9, OCDE, Paris.

- Sherman, J. D / Poirier, J. M. (2007). Educational equity and public policy: comparing results from 16 countries, Unesco, Institute for Statistics, Montréal.
- Sinclair, M. (2003). Planifier l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction, Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.
- Stephens, D. (2009). Higher Education and International Capacity Building. Twenty Five Years of Higher Education Links, OREALC, Santiago.
- Sullivan-Owomoyela, J. / Branelly, L. (2009). Promoting participation. Community contributions to education in conflict situations. L'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction, IIEP-UNESCO, Paris.
- Tawil, S. (2000). International humanitarian law and basic education, International Review of the Red Cross, vol.82, n° 839, CICR, Genève.
- Tedesco, J.C. (1997). Le nouveau Pacte sur l'éducation et la compétitivité dans la société moderne, BIE-UNESCO, Genève.
- Teichler, U. / Sadlak, J. (2000). Higher education research: its relationship to policy and practice, Elsevier Science, Oxford.
- UNESCO Institute for Statistics (2009; 2011). Guide to measuring information and communication technologies (ICT) in education, UNESCO, Montréal.
- UNESCO. (2009). Global University Network for Innovation (GUNI), Synthesis of the GUNI Higher Education in the World Reports, Palgrave MacMillan, Londres.
- UNESCO. UIL. (2009). Global report on adult learning and education, UIL, Hambourg.
- UNESCO. (2009). Higher Education in the World, synthèse de trois rapports de la série l'enseignement supérieur dans le monde, UNESCO, Paris.
- UNESCO, Institute for Statistics (2010). Demand for Primary Teachers, UNESCO, Montréal.
- UNESCO, Institut de statistiques (2007). L'éducation pour tous: Un objectif accessible?, UNESCO, Montréal.
- UNESCO, Institut de statistiques (2007). Les enseignants et la qualité de l'éducation: Suivi des besoins mondiaux 2015, UNESCO, Montréal.
- UNESCO, Institut de statistiques (2006). les enfants non scolarisés: Mesurer l'exclusion de l'éducation primaire, UNESCO, Montréal.
- UNESCO. (2005). Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable 2005-2014. Plan de mise en oeuvre international, UNESCO, Paris.
- UNESCO, Institut de statistiques (2004). Mesurer la participation scolaire. Analyse de la qualité des données et de la méthodologie en dix études, UNESCO, Montréal.
- UNESCO. (2005). Vers les sociétés du savoir. Rapport mondial de l'UNESCO, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2007). Educational governance at local level. Policy paper and evaluation guidelines. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.
- UNESCO. (2006). Guidebook for planning education in emergencies and reconstruction. UNESCO-IIEP, Paris.

UNESCO. (2000). Development of indicators for educational planning - Brazil, Cambodia, Estonia, Gambia, Lithuania, Thailand, UNESCO-IIEP, Paris.

Université de Liège. (2000). Comment rendre l'école plus juste et plus efficace, Les Cahiers du Service de pédagogie expérimental, Liège.

Varghese, N. V. (2009). Globalization, economic crisis and national strategies for higher education development: research papers, UNESCO-IIEP, Paris.

Université de Liège (2000). Comment rendre l'école plus juste et plus efficace, Les Cahiers du Service de pédagogie expérimental, Liège.

Weikart, D.P. (2002). L'éducation de la petite enfance: l'offre et la demande. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.

Yang J. / Valdés-Cotera, R. (2011) Conceptual evolution and policy developments in lifelong learning: UIL, Hamburg.

6. Financement de l'éducation

Banque Mondiale, (2005). Enquête sur le suivi des dépenses dans le secteur de l'éducation jusqu'à destination. Rapport Final, CEDREF, Bamako.

Eurydice. (2008) Politiques, structures, financement et personnel académique, Eurydice, Bruxelles.

Levai, R. / Downes, P. (2004). Formula funding of schools, decentralization and corruption. Ethique et corruption dans l'éducation. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.

Lewin, K. / Caillods, F. (2001). Financing secondary education in developing countries: Strategies for sustainable growth, UNESCO-IIEP, Paris.

Reinikka, R. / Smith, N. L. (2011). Enquêtes de suivi des dépenses publiques dans l'éducation, Ouganda, Pérou, Zambie, UNESCO-IIEP, Paris.

UNESCO, Institut de statistiques (2002). Le financement de l'éducation. Investissements et rendements, UNESCO, Montréal.

UNESCO / IIEP Office Dakar and Regional Bureau for Education in Africa (2011). Le financement de l'éducation en Afrique subsaharienne, relever les défis de l'expansion, de l'équité et de la qualité, UNESCO, Montréal.

Woodhall, M. (2004). L'analyse coût-bénéfice dans la planification de l'éducation, Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIEP, Paris.

UNESCO / OIDEL. (2006). Enseignement primaire et gratuité, UNESCO, Paris

UNESCO. (2007). Partenariat avec le secteur privé : marquer la différence, UNESCO, Paris.

7. Education multiculturelle et interculturelle

Banks, J. A. et alii. (2001). Diversity within Unity. Essential Principles for Teaching and Learning in a Multicultural Society, University of Washington / Center for Multicultural Education / College of Education, Seattle.

Bertucci, M-M., Boyer, I. (2010). Transfert des savoirs et apprentissage en situation interculturelle et plurilingue. L'Harmattan, Paris.

Boutin, A. M. (1997). Une approche pédagogique interculturelle pour des sociétés multiculturelles, en interaction entre l'école et les milieux culturels pour la promotion de l'éducation des élèves, Institut de recherches sur l'éducation, Sofia.

Boyd, D. (1996). Dominance Concealed through Diversity: Implications of Inadequate Perspectives on Cultural Pluralism, in Harvard Educational Review, vol.66, N° 3, Cambridge.

Byram, M. et alii. (2002). Développer la dimension interculturelle de l'enseignement des langues. Une introduction pratique à l'usage des enseignants, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Cairns, J. / Lawton, D. / Gardner, R. (eds) (2001). Values, culture and education, Kogan Page, London.

Conseil de l'Europe. (2010). Vivre ensemble. Conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du XXI^e siècle - Rapport du Groupe d'éminentes personnalités, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

Cowan, J.K. et alii. (2001). Culture and Rights. Anthropological Perspective, Cambridge University Press, Cambridge.

De Fontenay, H. / Groux, D. / Leidelinger, G. (2011) Classe de langues et culture(s) : vers l'interculturalité ? Actes du 9^{ème} colloque international de l'AFDECE, Québec.

Eberhardt, C. (2002). Droits de l'homme et dialogue interculturel, Éditions des Écrivains, Paris.

Eurydice. (2009). L'intégration scolaire des enfants immigrants en Europe. Dispositifs en faveur de la communication avec les familles, Eurydice, Bruxelles.

Groux, D. / Porcher, L. (2000). Les échanges éducatifs. L'Harmattan, Paris.

Groux, D. / Tutiaux-Guillon, N. (2000). Les échanges internationaux et la comparaison en éducation, pratiques et enjeux, L'Harmattan, Paris.

Groux, D. (2002), Pour une éducation à l'altérité, L'Harmattan, Paris.

Guerraoui, Z. / Troadec, B. (2000). Psychologie interculturelle, Armand Colin, Paris.

Hayhoe, R. / Pan, J. (2001). Knowledge Across Cultures: A Contribution to Dialogue Among Civilizations, The University of Hong Kong, Manila .

Huber-Kriegler, M. / Làzàr, I. / Strange, J. (2006). Manuel de communication interculturelle, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Leclerc, J.M. (2002). Les leçons de trente ans de coopération européenne en matière d'éducation interculturelle, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Lê Thàn Khôi. (1995). Education et Civilisations. Sociétés d'hier, UNESCO, Nathan, Paris.

Paganini, G. (ed.). (2000). Différences et proximités culturelles: l'Europe. Espaces de recherche, L'Harmattan, Paris.

Perspectives. (1998). Apprendre à vivre ensemble grâce à l'enseignement, vol. XXVIII, No. 2, Genève.

PNUD. (2004). Rapport sur le développement humain, La liberté culturelle dans un monde diversifié, PNUD, New York.

Pugibet, V. (2005). Se former à l'altérité par le voyage dès l'école, L'Harmattan, Paris.

Malet, R. / Brisard, E. (2005), Modernisation de l'école et contextes culturels, Des politiques aux pratiques en France et en Grande Bretagne, L'Harmattan, Paris.

Rodriguez B. / Luis, A. / Chavez Gonzales, O. (1994). Interculturalidad, educación técnica y formación docente en Bolivia, OIE-UNESCO, Genève.

Taylor, C. (1994). Multiculturalisme, différence et démocratie, Flammarion, Paris.

Si Moussa, A. (2000), Internet à l'école, L'Harmattan, Paris.

Skutnabb-Kangas, T. / Maffi, L. / Harmon, D. (2003), Sharing a World of Difference. The Earth's Linguistic, Cultural and Biological Diversity, UNESCO, Paris.

UNESCO. (2010), Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel: Rapport mondial de l'UNESCO, UNESCO, Paris.

UNESCO.(2006), Principes directeurs de l'UNESCO pour l'éducation interculturelle, UNESCO, Paris.

UNESCO, (2004) L'UNESCO et la question de la diversité culturelle: bilan et stratégies :1946-2007, UNESCO, Paris.

UNESCO. (2004), UNESCO and indigenous peoples: partnership to promote cultural diversity . UNESCO. UIL, Hambourg.

UNESCO. (2003). Les différences culturelles et linguistiques dans la société de l'information, WSIS Publication Series, UNESCO, Paris.

UNESCO. (2003). La diversité culturelle et linguistique dans la société de l'information, UNESCO, Paris.

UNESCO. (2003). Document cadre de l'UNESCO, L'éducation dans un monde multilingue. UNESCO, Paris

UNESCO. (2000). Diversité culturelle, conflit et pluralisme, Rapport mondial sur la culture, UNESCO, Paris.

UNESCO. (1998). Culture, créativité et marchés, Rapport mondial sur la culture, UNESCO. Paris.

UNESCO. (1996). Notre diversité créatrice, Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, UNESCO, Paris.

UNESCO, UNICEF. (2009). Apprendre à vivre ensemble, Un programme interculturel et interreligieux pour l'enseignement de l'éthique, UNESCO, Paris.

Waddel, E. (1999). Le dialogue avec les cultures minoritaires, Université Laval, Sainte-Foy, Québec.

Zachariev, Z. (2006). Education, dialogue interculturel et société de l'information, Review of Education 52, UNESCO, Hambourg.

8. Droits linguistiques

Allemann-Ghionda, C. / Perregaux, C. / De Goumoens, C. (1999). Pluralité linguistique et culturelle dans la formation des enseignants, Editions Universitaires, Fribourg.

Beacco, J.C. / Byram, M. (2003). Guide pour l'élaboration des politiques linguistiques éducatives en Europe. De la diversité linguistique à l'éducation plurilingue, Conseil de l'Europe, Strasbourg,

Blanchet, P. / Chardenet, P. (2011). Guide pour la recherche en didactique des langues et des cultures, Archives contemporaines, Paris.

Bradley, D. / Bradley, M. (2002). Language Endangerment and Language Maintenance: An Active Approach. Routledge, Londres.

Chatry-Komarek, M. (2010). Professionnaliser les enseignants de classes multilingues en Afrique, L' Harmattan, Paris.

Clayton, T. (2000). Education and Politics of Language: Hegemony and Pragmatism in Cambodia, Comparative Education Research Center, Hong Kong.

Commission européenne, (2008). Multilinguisme: un atout pour l'Europe et un engagement commun, Commission européenne, Bruxelles.

Conseil de l'Europe. (2005). Education Plurilingue en Europe. Guide pour l'élaboration des politiques linguistiques éducatives en Europe, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2005). Profil de politiques linguistiques éducatives: Lignes directrices et marche à suivre, document, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2005). Programme à moyen terme (2006-2009). Politiques linguistiques pour la citoyenneté démocratique et l'insertion sociale, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2001). Un cadre européen commun de référence pour les langues: apprendre, enseigner, évaluer. Conseil de l'Europe, Didier, Strasbourg, Paris.

Curzon Brenzinger, M. (2007) Language Diversity Endangered, Mouton de Gruyter, La Haye.

Crystal, D. (2000). Language Death, Cambridge University Press, Cambridge.

Dalby, A. (2002). Language in Danger, Columbia University Press, Cambridge.

- Diki-Kidiri, M. (2007). Comment assurer la présence d'une langue dans le cyberspace?, Secteur de la communication et de l'information, UNESCO, Paris.
- Eurydice. (2000). La place des langues étrangères dans les systèmes éducatifs européens, Eurydice, Bruxelles.
- Fishman, J. A. (2001). Can Threatened Languages Be Saved: Reversing Language Shift, Revisited: A 21st Century Perspective. Clevedon: Multilingual Matters Ltd.
- Gfeller, E. / Robinson, D.W. (1994). Many languages, many peoples, multilingualism and international understanding, BIE-UNESCO, Genève.
- Grenoble, L.A. /. Whaley, L. J. (2005). Saving Languages: An Introduction to Language Revitalization. Cambridge University Press, Cambridge.
- Hagège, C. (2006). Combat pour le français. Au nom de la diversité des langues et des cultures, Odile Jacob, Paris.
- Hagège, C. (2000). Halte à la mort des langues, Odile Jacob, Paris.
- Harrison, K.D. (2007). When Languages Die: The Extinction of the World's Languages and the Erosion of Human Knowledge, Oxford University Press, Oxford.
- Hayhoe, R. / Pan, J. (2001). Knowledge Across Cultures: A Contribution to Dialogue Among Civilizations, Comparative Education Research Center, Hong Kong.
- Hinton, L. / Hale, K. (2001).The Green Book of Language Revitalization in Practice, Academic Press, New York.
- International Review of Education. (1978). Language of instruction in a multicultural setting, vol. XXIV, N° 3, Institute for Education, UNESCO, Hambourg.
- Janse, M.(2003). Language Death and Language Maintenance. John Benjamins, Amsterdam.
- Mavrommatis, M. (2006). Rapport sur la promotion du multilinguisme et l'apprentissage des langues dans l'Union européenne : l'indicateur européen des compétences linguistiques, Parlement européen, Strasbourg.
- Ministère de la culture et de la communication. (2006). Rapport au Parlement sur l'emploi de la langue française. Ministère de la culture et de la communication, Paris.
- Mufwene, S. (2001). The Ecology of Language Evolution. Cambridge University Press. Cambridge.
- Nettle, D. / Romaine, S. (2000). Vanishing Voices: The Extinction of the World's Languages, Oxford. Press, Oxford.
- Ouane, A. / Glanz, C. (2010). Pourquoi et comment l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue: note de sensibilisation et d'orientation étayée par les faits et fondée sur la pratique, UIL, Hambourg.
- Ouane, A. (2003), Towards a Multilingual Culture of Education, UIL, Hambourg.
- Ouane, A. (1995). Vers une culture multilingue de l'éducation, UIL, Hambourg.
- Ouane, A. / Sutton, P.J. (1991). Language Policy and Education, vol. 37, International Review of Education, UNESCO, Hambourg.
- Porcher, L. / Faro-Hanoun, V. (2000), Les politiques linguistiques, L'Harmattan, Paris.

- Prado, D et alii. (2005). Mesurer la diversité linguistique sur Internet, UNESCO, Paris.
- Regnault, E. / Folliet, H. / Gauthier, P. L. (2001). Les enjeux du pluralisme linguistique pour les systèmes d'éducation et de formation, Université Louis Pasteur, AFEC, Strasbourg.
- Smeets R. (2004). Les langues comme véhicule du patrimoine culturel immatériel, Museum international, LVI, 1-2 / 221-222, UNESCO, Paris.
- Société de linguistique de Paris. (2000). Les langues en danger. Mémoires de la Société de linguistique de Paris , tome 8, Paris.
- Sridhar, K.K. (1996). Language in Education: Minorities and Multilingualism in India, International Review of Education, vol. 42, UIL, Hambourg.
- Tsunoda, T. (2005). Language Endangerment and Language Revitalization, Mouton de Gruyter, Berlin.
- UNESCO (2011) Red Book of Endangered Language, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2010). Unesco's work to foster linguistic diversity and promote multilingualism: 1946-2010. Chronology and list of documentary sources available at Unesco archives and online, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2009). Advocacy toolkit for Multilingual Education, designed to raise awareness on the importance of mother tongue-based multilingual education (MLE).
- UNESCO. (2005). Initiative BABEL, Secteur de la communication et de l'information, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2003). L'éducation dans un monde multilingue, UNESCO, Paris.
- Vacheron, F. / Betancourt, G. (2006). Lenguas y tradiciones orales de la Amazonía : ¿diversidad en peligro?, OREAL -UNESCO, Casa de las Américas, La Habana.
- Zachariev, Z. (1999), Les droits linguistiques : un acquis récent du droit international, in Education comparée, N° 54, AFEC, Paris.
- Zachariev, Z. (2000). Derecho a la educación y derechos lingüísticos en la escuela, in Hacia una cultura de los derechos humanos, Universidad de verano de derechos humanos y del derecho a la educación, Genève.
- Zachariev, Z. (2009). Les enjeux du multilinguisme à l'école in Approches comparées de l'enseignement des langues et de la formation des enseignants, L'Harmattan, Paris.

9. Programme Education pour tous (EPT)

- Caillods, F. / Phillips, M. / Poisson, M. / Talbot, C. (2009). Overcoming the obstacles to EFA, UNESCO-IIEP, Paris.

Caoli-Rodriguez, Rhona B. (2008) Asia and the Pacific Education for All (EFA) mid-decade assessment: insular South-East Asia synthesis report, UNESCO, Bangkok.

Chinapah, V. (2000), L'éducation pour tous: quelle qualité?. Manuel pour le suivi permanent des acquis scolaires. L'éducation en devenir. UNESCO, Paris.

Farrell, J-P. / Hartwell, A. (2008). Planning for successful alternative schooling: a possible route to Education for All , IIEP, Research Paper, Paris.

Lee, S. / Miyazawa, I. (2011). Report on the Joint UNESCO and UNICEF Regional Workshop on Equivalency Programmes and Alternative Certified Learning: Achieving Education for All and Promoting Lifelong Learning, UNESCO/UNICEF, Bangkok.

Lugaz, C. / De Grauwe, A. (2006), École et décentralisation. Réformer la gestion pour l'EPT, UNESCO-IIPE, Paris.

Medel-Añonuevo, C. / Bolly, M. (2011). Genre et alphabétisation : comment renforcer les capacités de recherche en Afrique, UIL, Hambourg.

Ogadhoh, K. / Molteno, M. (1998). A Chance in life: principles and practice in basic primary education for children, Save the Children, Londres.

Sherman, J. / Poirier, J. (2007). Educational Equity and Public Policy, UNESCO, Montréal.

UNESCO, Rapports de suivi sur EPT

UNESCO (2011). La crise cachée : les conflits armés et l'éducation.

UNESCO (2009). Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance.

UNESCO (2008). Éducation pour tous en 2015 – Un objectif accessible?

UNESCO (2007). Un bon départ : éducation et protection de la petite enfance.

UNESCO (2006). L'alphabétisation, un enjeu vital.

UNESCO (2005). Éducation pour tous : l'exigence de qualité.

UNESCO (2003/4). Genre et éducation pour tous : le pari de l'égalité.

UNESCO (2002). Le monde est-il sur la bonne voie ?

UNESCO. (2000). The right to education, Towards education for all throughout life, UNESCO, Paris.

UNESCO. (2006). Droits des enfants, l'éducation et le VIH et le sida, CD-ROM. UNESCO, Paris.

UNESCO. (2000). Forum mondial sur l'éducation, Education pour tous, UNESCO, Dakar.

UNESCO / UNICEF (2008). Une approche de l'éducation pour tous fondée sur les droits de l'homme. Cadre pour la réalisation du droit des enfants à l'éducation et de leurs droits au sein de l'éducation Paris, UNESCO, UNICEF, New York.

UNESCO, UIL (2009). Global report on adult learning and education, UIL, Hambourg.

UNESCO (2002). Une stratégie internationale pour rendre opérationnel le cadre d'action de Dakar sur l'Education pour tous, Rapport, UNESCO, Paris.

UNESCO (2006). Plan d'action global en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT, Rapport du Directeur général, Doc. 174EX/9, UNESCO, Paris.

UNESCO / BIE (2006). Rapport du troisième séminaire international du BIE /UNESCO, Dialogue politique et stratégies de mise en oeuvre du changement du curriculum, BIE / UNESCO, Ouagadougou.

Zhang Y. / Neville Postlethwaite, T et alii (2008). A View Inside Primary Schools. A World Education Indicators (WEI). Cross-National Study, UNESCO, Montréal.

10. Droits catégoriels (de différents groupes et catégories de population)

Benson, C. (2005). Girls, Educational Equity and Mother Tongue – based Teaching, UNESCO, Bangkok.

Body-Gendrot, S. / Martiniello M. (2000). Minorities in European Cities: The Dynamics of Social Integration and Social Exclusion at the Neighborhood Level, St Martin's Press, New York.

Burns, B. / Mingat, A. (2003). The Chance for Every Child: Achieving Universal Primary Education by 2015, World Bank, Washington.

CERI / OCDE (2001). Cyberformation: les enjeux du partenariat, OCDE, Paris.

Colclough, C. (2007), Global Gender Goals and the Construction of Equality: Conceptual Dilemmas and Policy Practice, University of Cambridge, Research Consortium on Educational Outcomes and Poverty, WP07/02.

Conseil de l'Europe. (2011). Les migrants et leurs descendants - Guide des politiques pour le bien-être de tous dans les sociétés plurielles, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2010). Education des Roms et des Gens du voyage en Europe - Recommandation CM/Rec (2009)4 et exposé des motifs. Conseil de l'Europe.

Conseil de l'Europe. (2006). Education des enfants roms en Europe, Textes et activités du Conseil de l'Europe en matière d'éducation, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Eurydice (2010). Différences entre les genres en matière de réussite scolaire: étude sur les mesures prises et la situation actuelle en Europe, Eurydice, Bruxelles.

Eurydice (2009). L'intégration scolaire des enfants immigrants en Europe, Eurydice, Bruxelles.

Fize, M. (2003). Les pièges de la mixité scolaire, Presses de la Renaissance, Paris.

HCDH. (2005). Droits des minorités, (Rév.1), fiche d'information sur les droits de l'homme N° 18, Nations Unies, Genève.

- HCDH. (2005). Les droits des peuples autochtones, (Rév.1), fiche d'information sur les droits de l'homme N° 9, Nations Unies, Genève.
- Kaga, Y. / Bennett, J. / Moss, P. (2010). Caring and learning together: a cross-national study on the integration of early childhood care and education within education, Paris.
- King, L. / Schielmann, S. (2004). The Challenge of Indigenous Education: Practice and Perspectives. Education on the Move series, UNESCO, Paris.
- Kirk, J. (2009). Certification counts: recognizing the learning attainments of displaced and refugee students. L'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction, UNESCO-IIEP, Paris.
- Lefebvre, R. / Fitzmaurice, M. / Vierdag, E.W. (1993) Collective rights of minorities in Europe, in the changing Political Structure of Europe, Aspects of International Law. Martinus Nijhoff, Dordrecht / Boston/Londres.
- Mackay, F. (2002). A guide to indigenous people's rights in the Inter-American human rights system, International, IWGIA, Copenhague.
- Martinez López-Muñiz, J.L. (2000). Legitimidad de los colegios concertados especializados por razón del sexo, La Ley, Madrid.
- Mehedi, M. (1999). Education multiculturelle et interculturelle et protection des minorités, Document de travail présenté à la Commission des droits de l'homme, Groupe de travail sur les minorités, Doc /CN.4/Sub.2/AC.5/1999/WP.5, Genève.
- Monazza, A. (2007). Female Autonomy and Gender Gaps in Education in Pakistan. University of Oxford Research Consortium on Educational Outcomes and Poverty WP07/04, DIFD, University of Cambridge, Oxford.
- HCDH. (2010). Droits des minorités: Normes internationales et indications pour leur mise en œuvre, New York, Genève.
- Nidhi, S. (2010) Conceptualising disability and education in the South: Challenges for research 1, University of Cambridge.
- Ninnes, P. / Hellstén, M. (2005). Internationalizing Higher Education. Critical Explorations of Pedagogy and Policy. Comparative Education Research Center. The University of Hong Kong & Springer.
- Pérez-Madrid, F. (2004). Inmigración y libertad religiosa, un estudio desde la ley de Extranjería, Civitas, Madrid.
- Perez, S. (2000). Minorías Lingüísticas Regionales y la Mundialización. La Metáfora de Pulgarcito y el Gigante, in Hacia una Cultura de los Derechos Humanos, Universidad de verano de derechos humanos y del derecho a la educación, Genève.
- Poizat, D. (2004). Education et handicap. D'une pensée territoire à une pensée monde, Erès, Ramonville Saint-Agne.
- Todorov, T. (2006). L'esprit des Lumières. Robert Lafont, Paris.
- UNAIDS / UNESCO / UNICEF. (2004). The role of Education in the protection, care and support of orphans and vulnerable children living in a world with HIV-AIDS.
- UNDP (2010). Human Rights and the Millennium Development Goals in Practice: A review of country strategies and reporting, UNDP, New York.

- UNESCO (2004). Cultural and Linguistic Diversity in the Information Society, Doc CI-2003/WS/7, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2004). UNESCO and indigenous peoples: partnership to promote cultural diversity . UNESCO / UIL Studies series. UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2006). Les droits de l'enfant, l'éducation et le SIDA: protéger les plus vulnérables. UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2009). Gender in Education Network in Asia-Pacific (GENIA) Toolkit: Promoting Gender Equality in Education. Bangkok.
- UNESCO. (2008). EDU/SIDA. Aperçu des ressources pratiques, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2010). Éducation de la prime enfance. Analyse transnationale, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2004) Cultural Diversity and Indigenous Peoples. Expressions orales et écrites et nouvelles technologies, UNESCO, Paris.
- OHCHR. (2010), Monitoring the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Guidance for Human Rights Monitors, Nations Unies, New York et Genève.
- UNICEF. (2011), Progress for Children: Achieving the MDGs with Equity (No. 9). UNICEF, New York.
- Waddel, E. (1999). Le dialogue avec les cultures minoritaires. Université Laval, Sainte-Foy, Québec.
- Vidal, E. (2006). Diferentes, iguales, ¿juntos?, Educación diferenciada. Ariel, Barcelone.
- Weikart, D.P. (2002), L'éducation de la petite enfance: l'offre et la demande. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIPE, Paris.
- Yacoub, J. (2000). Au-delà des minorités, Editions de l'Atelier / Editions ouvrières, Paris.
- Zakaria, H. (2000). Familles comoriennes face au collège. Entre l'école et la tradition, L'Harmattan, Paris.

11. Education aux droits de l'homme

- African Center for Democracy and Human Rights Studies. (2001). Report on the five workshops commissioned by UNESCO and facilitated by the African Center for Democracy and Human Rights Studies in collaboration with the Ministry of Education of Liberia National Commission for UNESCO, National Commission for UNESCO, Ministry of Education, Monrovia.
- Asian Regional Resource Center for Human Rights Education. (2001). Report on the Asian Human Rights Education Trainer's Colloquium, Asian Regional Resource Center for Human Rights Education, Chiang Mai.

Asian Regional Resource Center for Human Rights Education. (2001). Southeast Asia Human Rights Education: training of trainers for peace building, report of the proceedings, Asian Regional Resource Center for Human Rights Education, Bangkok

Association francophone des commissions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme (AFCNDH), Organisation internationale de la francophonie, (2009), L'éducation aux droits de l'homme, Comprendre pour agir ensemble, (Guide de l'enseignant), Sepia, Saint-Maur-des-Fosses.

Audigier, F. (2000). Basic concepts and core competencies for education for democratic citizenship, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Baczko, B. (2000). Une éducation pour la démocratie, Textes et projets de l'époque révolutionnaire, Droz, Genève.

Batelaan, P. / Coomans, F. (1999). The international basis for Intercultural Education including anti-racist and Human Rights Education (2e édition), IAIE / UNESCO / BIE, Genève.

Comité international de la Croix-Rouge (CICR). (2009) Explorons le droit humanitaire (EDH), CICR, Genève.

Conseil de l'Europe. (2006). La dimension religieuse de l'éducation interculturelle, Actes de la conférence Oslo 6-8 juin 2004, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Conseil de l'Europe. (2009). Apprendre à connaître les droits de l'enfant - Neuf modules d'enseignement pour les classes du primaire, (Volume V), Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.

Elbers, F. (2000). Human Rights Education Resourcebook, Human Rights Education Associates (HREA), New York.

Fernandez, A. / Gowland, G. (2006). Towards a Human Rights Culture, Diversités, Genève.

Fundación Europea Sociedad y Educación. (2004). Educación y democracia, Comunidad de Madrid, Madrid.

Institut Arabe des Droits de l'homme. (2001). Training issues within human rights NGOs, Institut Arabe des Droits de l'homme, Tunis.

Keating-Chetwynd, S. / Brett, P. / Mompoin-Gaillard, P. / Salema, M.H. (2009). Contribution des enseignants à l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme: cadre de développement de compétences, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Nations Unies (2010). Human Rights and the Millennium Development Goals in Practice: A review of country strategies and reporting, Nations Unies, Genève.

Nations Unies /UNESCO. (2006). Plan d'action. Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme, Première phase, New York et Genève.

Nations Unies /UNESCO. (2010). Projet de Plan d'action pour la deuxième phase (2010 - 2014) du Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme, Doc /HRC/15/28.

Nations Unies (2004). Teaching Human Rights. Practical activities for primary and secondary schools, Nations Unies, New York et Genève.

Nations Unies (1999). Human rights education and human rights treaties, Nations Unies, New York et Genève.

OHCDH / UNDP (2011). Evaluating Human Rights Training Activities, A Handbook for Human Rights Educators United Nations Development Programme. OHCDH, Montréal.

OHCHR. (2008). Working with the United Nations Human Rights Programme. A Handbook for Civil Society, New York and Geneva.

OHCHR. (1999). The Right to Human Rights Education, Doc HR/PUB/DECADE/ 1999/2 New York and Geneva.

OSCE / Conseil de l'Europe / Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme / UNESCO (2010). L'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes scolaires européen, nord-américain et d'Asie centrale: un recueil de bonnes pratiques.

OSCE/ODIHR / Council of Europe /UNESCO (2009), Human Rights Education in the School Systems of Europe, Central Asia and North America: A Compendium of Good Practice. R/PUB/09/3, Council of Europe and UNESCO.

Ruiz Corbella, M. (2003). Educación moral: aprender a ser, aprender a convivir, Ariel Educación, Barcelone.

UNESCO (2011). Contemporary issues in human rights education, Paris, UNESCO.

12. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

AAAS. (2005). Preparing Women and Minorities for IT Workforce: The Role of Nontraditional Educational Pathways, AAAS / Commission of Professionals in Science and Technology, Washington.

Bardi, A.M. / Bérard, J.M. (2002), L'école et les réseaux numériques, Rapport annuel, IGEN, Paris.

Bates, T. (2002), La cyberformation dans l'enseignement supérieur : développement de stratégies nationales. Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIPE, Paris.

Boafo, K. (2003). Status of Research on the Information Society, UNESCO, Paris.

Camillieri, M. / Sollars, V. et alii. (2006). Les technologies de l'information et de la communication et les jeunes apprenants de langues, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Capurro, R. / Pingel, Ch. (2002). Ethical Issues of Online Communication Research, in Ethical and Information Technology, Vol. 4, N° 3, pp. 189-194, Springer, Netherlands.

Carlsson, U. (2006). Regulation, Awareness, Empowerment. Young People and Harmful Media Content in the Digital Age, Nordicom, Göteborg.

- Carlsson, U. / von Feilitzen, C. (2006). In the Service of Young People? Studies and Reflections on Media in the Digital Age, Nordicom, Göteborg.
- CLEMI. (2003). Les jeunes et l'internet. Synthèse internationale de recherche, Ministère de l'éducation, Paris.
- CERI / OCDE (2001). Cyberformation: les enjeux du partenariat, OCDE, Paris.
- CERI / OCDE. (2005). La cyberinformation dans l'enseignement supérieur: état des lieux - E-learning in tertiary education: where do we stand?, OCDE, Paris.
- Charron, C.Y. (2005). De la fracture numérique aux perspectives numériques, Université du Québec, Orbicom, Montréal.
- Commission Européenne. (2006). Livre blanc sur une politique de communication européenne, Commission européenne, Bruxelles.
- Commission Européenne. (2000). E-Learning – Penser l'éducation de demain, Commission européenne, Bruxelles.
- Connal, C. (2005). NFE-MIS Handbook. Developing a Sub-National Non-Formal Education Management Information System, UNESCO, Paris.
- Conseil de l'Europe. (2003). Déclaration sur la liberté de la communication sur l'Internet, Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- Corral, M. (2003). La diversité culturelle et linguistique dans la société de l'information, UNESCO, Paris.
- DEP (Direction de l'Etude et de la Prospection). (2003). Les TIC : éléments sur leur usage et leurs effets, Ministère de l'Education, Paris
- D'Antoni, S. (2011), The Virtual University. Models and messages. Lessons from case studies. UNESCO-IIEP.
- Dutton, W.H. / Dopatka, A. / Law, G. / Nash, V. (2011), Freedom of connection, freedom of expression: the changing legal and regulatory ecology shaping the Internet, UNESCO, Paris.
- ENDA Tiers-Monde. (2005). Fracture numérique de genre en Afrique francophone. Une inquiétante réalité, ENDA, Dakar.
- Eurydice. (2005). Quelles sont les attitudes des filles et des garçons face aux TIC?, Eurydice, Bruxelles.
- Eurydice. (2000). Technologies de l'information et de la communication dans les systèmes éducatifs en Europe. Politiques éducatives nationales, programmes d'enseignement, formation des enseignants, Eurydice, Bruxelles.
- Ferranti, D. de / Perry, G.E. and al. (2003). Closing the Gap in Education and Technology, Banque Mondiale, Washington.
- Gal, V. (2004). Le développement des médias dans la société d'information, UNESCO, Paris.
- Guchenaire, P. (2004). Les transformations sociales dans la société de l'information, UNESCO. Paris.
- Gurumurthy, A. (2005). Gender and ICTs, Overview report, Vol. Septembre 2004, Institute of Development Studies, Sussex.

- Guttman, C. (2003). L'éducation dans et pour la société de l'information, UNESCO, Paris.
- Huyerand, S. / Skoska, T. (2003). Overcoming the Gender Divide: Understanding ICTs and their Potential for the Empowerment of Women, in INSTRAW research paper series N° 1, pp. 36, INSTRAW, Santo Domingo.
- International Telecommunication Union (ITU). (2006). A Handbook on Internet Protocol (IP)-Based Network and Related Topics and Issues, CD-ROM, ITU.
- ITU. (2006). Digital life, ITU International Report, Genève.
- Kárpáti, A. (Ed.) (2004). Promoting Equity Through ICT: A Project For Hungarian Romani (Gypsy) Schools, in L. Cantoni & C. McLoughlin (Eds.), Proceedings of World Conference on Educational Multimedia, Hypermedia and Telecommunications 2004, pp. 2645-2651, EDMEDIA, Chesapeake.
- Khvilon, E. / Patru, M. (2002). Information and communication technologies in teacher education. A curriculum for schools and programme of teacher development. Division of Higher Education, UNESCO, Paris.
- Lopez Ospina, G. (2003). Sostenibilidad planetaria en la era de la sociedad de la información y del conocimiento. Por un mundo y un futuro sostenible, UNESCO, Paris.
- Observatoire européen de l'audiovisuel. (2011) L'éducation aux médias, IRIS plus, Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- OCDE. (2006). Ecart hommes-femmes dans le domaine des TIC, Groupe de travail sur l'économie de l'information, OCDE, Paris.
- OCDE. (2006). Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE: principales conclusions, OCDE, Paris.
- Papadoudi, H. (2000). Technologies et education. Contribution a l'analyse des politiques publiques, PUP, Paris.
- Prado, D et al. (2005). Mesurer la diversité linguistique sur Internet, UNESCO, Paris.
- Pelgrum, W.J. / Law, N. (2004), Les TIC et l'éducation dans le monde: tendances, enjeux perspectives, Collection Principes de la planification de l'éducation, UNESCO-IIPE
- Rundle, M. / Conley, Ch. (2007). Ethical implications of Emerging Technologies, UNESCO, Paris.
- Si Moussa, A. (2000). Internet à l'école. L'Harmattan, Paris.
- Sleight, S. (2000). Information technology, Dorling Kindersley, Londres.
- STIC (Sous-comité des TIC de la CREPUQ). (2003). Enseigner à l'ère du numérique: approches et prospective, Université de Montréal, Québec.
- Tardif, M. / Mukamurera, J. (1999). La pédagogie scolaire et les TIC: l'enseignement comme interaction, communication et pouvoirs, Les technologies de l'information et de la communication et leur avenir en éducation, vol XXVII, N°2, Québec.
- UNESCO-IIPE (2002). La cyberformation dans l'enseignement supérieur : développement de stratégies nationales, UNESCO-IIPE, Paris.

- UNESCO / Radio Nederland (2003). Sociedad e información, Ocho reflexiones sobre el mundo de las comunicaciones, UNESCO, Hilversum.
- UNESCO, Institut de statistiques de l'UNESCO. (2003). Mesurer l'état et l'évolution de la société de l'information et du savoir : un défi pour les statistiques, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2003). New Technologies, Miracle or Mirage, in Education Today, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2003). Science in the Information Society, Publications for the World Summit on the Information Society, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2003). Information and Communication Technologies in Education. Bibliography Series, vol. 1, Regional Clearing House on ICT for Education, UNESCO, Bangkok.
- UNESCO, Institute for Statistics (UIS) (2009; 2011). Guide to measuring information and communication technologies (ICT) in education, UIS, Montréal.
- UNESCO. (2011). ICT in Teacher Education: Policy, Open Educational Resources and Partnership. Proceedings of International Conference IITE-2010, UNESCO, St Petersburg.
- UNESCO. (2011). Freedom of Connection – Freedom of Expression: The Changing Legal and Regulatory Ecology Shaping the Internet, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2009). Fostering Information and Communication for Development UNESCO's follow-up to the World Summit on the Information, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2007). ICT in Teacher Education: Case Studies from the Asia-Pacific Region, UNESCO, Bangkok.
- UNESCO. (2006). Programme International pour le Développement de la communication. Evaluation des Réformes, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2006). Media Education: Kit for teachers, students, parents and professionals, UNESCO, Paris.
- UNESCO. (2005). Information policies in Asia: A Review of Information and Communication policies in the Asian Region, UNESCO, Bangkok.
- United Nations / Alliance of Civilizations / UNESCO / European Commission / Grupo Comunicar (2009). Mapping Media Education Policies in the World; Visions, Programmes and Challenges, United Nations, Alliance of Civilizations, UNESCO, European Commission, Grupo Comunicar, USA.
- Wachholz, C. (Ed.). (2006). Using ICT to Develop Literacy. UNESCO ICT in Education Programme, UNESCO, Bangkok.

13. Programmes et activités au niveau des régions

13.1. AFRIQUE et PAYS ARABES

Appiah, E.N. / McMahon, W. (2002). The Social Outcomes of Education and Feedbacks on Growth in Africa, in *Journal of Development Studies*, Routledge, London.

ADEA. (2000). Review of education sector analysis in Ghana 1987-1998, WGESA, ADEA, UNESCO, Paris.

Bagele, C. / Preece, J. (2006). Research methods for adult educators in Africa, UNESCO, Paris.

Caillods, F. / Phillips, M. / Poisson, M. / Talbot, C. (2009). Overcoming the obstacles to EFA, UNESCO; IIEP, Paris.

Carr-Hill, R. / Peart, E. (2005). The Education of Nomadic Peoples in East Africa. Review of Relevant Literature. IIEP Studies series, Paris.

Chatry-Komarek, M. (2010). Professionnaliser les enseignants de classes multilingues en Afrique, L' Harmattan, Paris.

Indabawa, S. / Mpfu, S. (2006). The social context of adult learning in Africa, UNESCO, Institute for Education, Hamburg, Pearson Education, South Africa.

Obanya, P. (1999). The Dilemma of Education in Africa, Regional Office for Education in Africa, UNESCO, Dakar.

Ouane, A. / Glanz, C. (2011). Por qué y cómo Africa debería invertir en las lenguas africanas y la educación plurilingüe? Opúsculo de apoyo activo a una política basada en la práctica y en pruebas. :UIL; Hamburg,

Tawil, S. / Akkari, A. / Azami B. (2010). Education, diversité et cohésion sociale en Méditerranée Occidentale, UNESCO, Rabat.

UNESCO. (2011) Education Pour tous en Afrique. Bureau Régional pour l'Education en Afrique, UNESCO, Dakar.

UNESCO BREDA – IIEP. (2011). Le financement de L'éducation en Afrique subsaharienne, relever les défis de l'expansion, de l'équité et de la qualité, UNESCO, Montreal.

UNESCO. (2007). Stratégie de formation des enseignants en enseignement bilingue additif pour les pays du sahel, UNESCO, Bamako.

UNESCO. (2009). The Basic Education in Africa Programme (BEAP): A policy paper responding to demands for access, quality, relevance and equity. Geneva, UNESCO-IBE; Dakar.

13.2. AMERIQUE LATINE et LES CARAIBES

Braslavsky, C. / Gvirtz, S. (2000). Nuevos desafíos y dispositivos en la política educacional latinoamericana del fin de siglo, Cuadernos de Educación Comparada 4, OEI, Madrid.

Briascó, I. / Valdés Cifuentes, T. (2001). La formación profesional en Iberoamérica, OEI, Madrid.

Bruneforth, M. / Motivans, A. / Zhang, Y. (2004). Investing the Future: Financing the Expansion of Educational Opportunity in Latin America and the Caribbean, UNESCO, Montréal.

Di Gropello, E. (2006). Meeting the Challenges of Secondary Education in Latin America and East Asia, World Bank, Washington.

López, N. / Corbetta, S. et alii (2008), Políticas de equidad educativa en México: análisis y propuestas, UNESCO-IIPE, Buenos Aires, Consejo Nacional de Fomento Educativo, Mexico.

Llorent Bedmar, V. (2000). La educación obligatoria en Iberoamérica, Cuadernos de Educación Comparada 6, OEI, Madrid.

OEI. UNESCO - IIPE. (2006). Informe sobre tendencias sociales y educativas en América Latina, SITEAL, Buenos Aires.

Quamina-Aiyejina, L. (2000). Educational quality and the impact of interventions in education in the Caribbean, 1990-1999: an annotated bibliography, UNESCO, Kingston.

UNESCO. (2009). Experiencias educativas de segunda oportunidad: lecciones desde la práctica innovadora en América Latina, OREALC, Santiago de Chile.

UNESCO. (2007). The State of Education in Latin America and the Caribbean: Guaranteeing Quality Education for All, A regional report, Reviewing and Assessing the Progress toward Education For All within the framework of the Regional Education Project. OREALC, Santiago de Chile.

13.3. ASIE

Li-Rodriguez, R. B. (2008). Asia and the Pacific Education for All (EFA) mid-decade assessment: insular South-East Asia synthesis report, UNESCO Office Bangkok and Regional Bureau for Education in Asia and the Pacific, Bangkok.

Ernst, S. (1999). Détour par l'école japonaise. Les pédagogies nouvelles : nouveauté et tradition, in *Le Débat*, n° 106, septembre-octobre, Gallimard, Paris.

Gannicott, K. / Tibi, C. (2009), Secondary teacher policy research in Asia: secondary teachers in Lao PDR: priorities and prospects, UNESCO, Bangkok.

Knight, J. / Li Shi / Quheng / Deng (2007). Education and the Poverty Trap in Rural China, University of Oxford Research Consortium on Educational Outcomes and Poverty, P07/11.

Lee, S. / Miyazawa, I. (2011). Report on the Joint UNESCO and UNICEF Regional Workshop on Equivalency Programmes and Alternative Certified Learning: Achieving Education for All and Promoting Lifelong Learning. UNESCO, Bangkok.

Mokshein, S.E. / Ahmad, H.H. / Vongalis / Macrow, A. (2009). Secondary teacher policy research in Asia: towards providing quality secondary education: training and retaining quality teachers in Malaysia, UNESCO, Bangkok.

Perspectives (2000). L'éducation en Asie, Dossier, vol. XXX, n° 3, Genève.

Townsend, T. / Cheng, Y.C. (2000). Educational change and development in the Asia-Pacific region: challenges for the future, Swets Zeitlinger, Lisse, Hollande

UNESCO. (2000). Globalization and living together: The challenges for educational content in Asia, International Bureau of Education / Central Board of Secondary Education, Paris, Delhi.

UNESCO (2003). Information and Communication Technologies in Education. Bibliography Series, vol. 1, Regional Clearing House on ICT for Education, UNESCO, Bangkok.

UNESCO. (2005). Information policies in Asia: A Review of Information and Communication policies in the Asian Region, UNESCO, Bangkok

UNESCO Office Bangkok (2009). Asia and the Pacific Education for All (EFA) mid-decade assessment: South Asia, Synthesis report: UNESCO, Bangkok.

Varghese, N. V. (2001). Impact of the economic crisis on higher education in East Asia: Country experiences. Forum éducatif, No. 12.

13.4. EUROPE

Caro, P. / Rouault, R. (2010). Atlas des fractures scolaires en France. Une école à plusieurs vitesses, Autrement, Atlas-Monde, Paris.

Dale, R / Robertson, S. (2009). Globalisation and Europeanisation in Education, Symposium Books.

Desjardins, R. / Rubenson, K. et alii. (2007) (2011), Accès inégal à la formation pour adultes : perspectives internationales, Eurydice, Bruxelles.

Eurydice (2011). Adults in Formal Education: Policies and Practices in Europe, Eurydice, Bruxelles

Eurydice (2011). Teaching Reading in Europe: Contexts, Policies and Practices, Eurydice, Bruxelles

Eurydice (2011). Le redoublement dans l'enseignement obligatoire en Europe: réglementations et statistiques de mise en œuvre, Eurydice, Bruxelles

Eurydice (2010). Education on Online Safety in Schools in Europe, Eurydice. Bruxelles.

Eurydice (2010). De nouvelles compétences pour de nouveaux emplois. Initiatives politiques dans le domaine de l'éducation: bref aperçu de la situation actuelle en Europe, Eurydice, Bruxelles

Eurydice. (2010). Focus sur l'enseignement supérieur en Europe 2010: l'impact du processus de Bologne, Eurydice, Bruxelles.

- Eurydice (2010). Responsabilités et autonomie des enseignants en Europe, Eurydice, Bruxelles
- Eurydice. (2009). Vocational Guidance Education in Full-Time Compulsory Education in Europe, Eurydice, Bruxelles.
- Eurydice. (2009). L'éducation et l'accueil des jeunes enfants en Europe: réduire les inégalités sociales et culturelles, Eurydice, Bruxelles.
- Eurydice. (2009). L'éducation artistique et culturelle à l'école en Europe, Eurydice, Bruxelles
- Eurydice. (2008) School Autonomy in Europe. Policies and Measures, Eurydice, Bruxelles.
- Eurydice. (2007). La gouvernance de l'enseignement supérieur en Europe. Politiques, structures, financement et personnel académique, Eurydice, Bruxelles.
- Eurydice. (2006/07). National trends in the Bologna Process, Eurydice, Bruxelles.
- Lang, P. (2001). Challenge and Change in the Euro-Mediterranean Region: Case Studies in Educational Innovation, Ronald G. Sultana, New York.
- Malet, R. / Brisard, E. (2005), Modernisation de l'école et contextes culturels, Des politiques aux pratiques en France et en Grande Bretagne, L'Harmattan, Paris.
- Terzis, N.P. (2000). Educational systems of Balkan countries: issues and trends, Kyriakidis Brothers, Thessalonique.
- Tomiak, J. J. (2000). Polish Education Facing the Twenty-first Century: dilemmas and difficulties, in Comparative Education, vol. 36, n° 2, Taylor and Francis, London.
- UNICEF. (1997). Central and Eastern Europe in transition: public policy and social conditions. Children at risk in Central and Eastern Europe: perils and promises, Transitional Studies, Monitoring Report No. 4, International Child Development Center, Florence.
- Vorbeck, M. (1999). Education Research and, in particular, Comparative Education in Europe and for Europe, in European Education, M.E. Sharpe / Amonk, New York.
- Willems, G.M. / Stakenborg, J.H.J. / Veugelers, W. (Ed) (2000). Trends in Dutch Teacher's Education, Garant, Leuven-Apeldoorn.
- Zachariev, Z. (1999). Recent Developments in Education in Central and Eastern Europe, in European Education, Vol. 31, No. 3, Amonk, New York.